

## **JEUDI 3 JUILLET 2008 : Nicolas SARKOZY au CREUSOT**

A cette occasion, les Unions Locales CGT - CFDT avec le soutien des Unions Départementales CGT, CFDT, CFTC, UNSA, FSU, SOLIDAIRES

**APPELLENT L'ENSEMBLE des SALARIES, à une ACTION INTERPROFESSIONNELLE, avec arrêts de travail et Rassemblement à 10H30 Bd Schneider à hauteur de la mairie du CREUSOT.**

La visite de Nicolas Sarkozy au Creusot porte sur la politique industrielle de l'énergie. Nous savons que Sarkozy n'est pas hostile à un rapprochement entre Alstom et AREVA, notamment pour satisfaire son ami Bouygues, actionnaire d'Alstom. Nous savons également que la France ambitionne de lancer une deuxième centrale nucléaire de nouvelle génération EPR. Nous savons enfin que Sarkozy est pour six mois le président de l'Union Européenne et qu'à ce titre, il ne manquera pas une occasion de promouvoir l'EPR français auprès des autres pays européens.

Si les organisations syndicales mesurent l'importance des enjeux industriels et apprécient le rapprochement AREVA - Mittal (aciérie), avec les répercussions positives pour l'emploi sur la Bourgogne, notamment au Creusot et à Chalon, elles mettent cependant en avant trois principes pour que ce développement industriel soit respectueux des salariés et de l'environnement :

- *Garder l'industrie du nucléaire, notamment AREVA dans la sphère publique afin de garantir le maximum de sécurité pour les populations, les salariés et l'environnement,*
- *Garder les salariés de la SFAR et de la CIVAD (Sfarsteel) au sein d'AREVA pour répondre aux capacités de production avec des personnels compétents.*
- *Garder une diversité de production de l'Energie en France et en Saône-et-Loire, avec Lucy III, l'Eolien, la Biomasse, le Solaire... dans le respect du « grenelle de l'environnement » et du développement durable.*

**Nicolas Sarkozy c'est surtout le champion des mesures anti sociales** qu'il qualifie de « réformes ». Ces mesures sont menées au pas de charge, non seulement sans véritable négociation mais y compris contre l'avis majoritaire des négociateurs alors que ceux-ci arrivent à s'entendre !

**Il en va ainsi notamment :**

- du refus de négocier la loi Fillon sur les retraites en imposant 41 ans de cotisations contre l'avis général, tout en refusant de prendre en compte les travaux pénibles,
- De la suppression des T.I. et des Conseils de Prud'hommes (3 en Saône-et-Loire !),
- Du projet de loi contre les 35h sans aucune négociation,
- De la remise en cause du SMIC,
- De la Révision Générale des Politiques Publiques entraînant la suppression de pans entiers de service public et avec eux de milliers d'emplois dans la fonction publique,
- De la remise en cause de la recherche publique,
- De l'attaque en règle contre les chômeurs...

Qu'elles soient spécifiques ou générales, toutes ces mesures ont pour seul objet d'anéantir les fondements du système social français, assis sur la solidarité intergénérationnelle avec la contribution obligatoire des entreprises via les cotisations sociales.

Gouvernement et patronat veulent aller vers un système de flexicurité à la française qui, dans les faits, sécuriserait les entreprises en transférant tous les risques économiques et juridiques sur les salariés par le biais d'une plus grande flexibilité.

L'offensive du conseil européen contre le temps de travail en autorisant des accords de gré à gré entre employeur et salarié pouvant déroger aux 48h hebdomadaires jusqu'à 65h, n'augure rien de bon en matière de flexicurité.

**Face à cette offensive anti sociale, les organisations syndicales dans le prolongement des journées d'action de mai et juin portant notamment sur la défense des services publics, contre les 41 années de cotisation pour la retraite, pour de meilleurs salaires, pour l'Emploi et contre la remise en cause des 35h, appellent l'ensemble des salariés, des citoyens du département à faire du JEUDI 3 JUILLET un nouveau temps fort de mobilisation, avec arrêts de travail et manifestation avec un rassemblement à 10h30 Bd Schneider au CREUSOT.**